

ADVANCE QUESTIONS TO ALGERIA (FIRST BATCH)

BELGIUM

- La Belgique se félicite que l'Algérie ait reçu plusieurs rapporteurs spéciaux ces dernières années. Pour l'exercice de leurs fonctions, il est d'une grande importance pour les rapporteurs spéciaux que ceux-ci puissent se rendre sur place. La Belgique leur a adressé une invitation permanente depuis plus de quinze ans. Est-ce que l'Algérie envisage de lancer une invitation permanente à tous les rapporteurs spéciaux?
- Est-ce que l'Algérie envisage de ratifier la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, qu'elle a signée en 2007?
- La Belgique salue le fait qu'un moratoire sur la peine de mort soit en vigueur en Algérie depuis plus de 20 ans. Néanmoins, des condamnations à mort ont encore été prononcées dans les derniers mois. Comme membre du Groupe des Amis du Deuxième Protocole qui vise l'abolition de la peine de mort, la Belgique espère compter sur la disponibilité de l'Algérie à envisager l'étape suivante dans ce processus, à savoir l'abolition de la peine de mort et la ratification du Deuxième Protocole facultatif au Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Nous l'avions mentionné lors de l'EPU précédent. Envisagez-vous de discuter de cette ratification dans un avenir proche?
- La Belgique félicite l'Algérie pour l'adoption en 2015 d'une loi réprimant la violence familiale à l'égard des femmes. Quelles mesures le Gouvernement algérien envisage afin d'effectivement mettre en œuvre cette législation?

MEXICO

- What measures has Algeria taken in order to withdraw its reservation to article 2 of CEDAW and fully harmonize the provisions of the Algerian Family Code with CEDAW?
- What progress has been made in order to improve the communication between the government and civil society, including through the exchange of experiences at the international level? Are there specific institutional mechanisms in place for this purpose?
- Could you describe how the observations made by the Human Rights Committee and the Special Rapporteur on the promotion and protection of human rights while countering terrorism have been integrated into legislation, policies and practices?

SWEDEN

- What measure will the Government of Algeria take to eliminate restrictions on the exercise of freedom of assembly and association, particularly the arbitrary detention of organizers and participants of peaceful demonstrations and meetings?

- Could the Government of Algeria please elaborate on what other measures, in addition to the legal provisions of 2016, it will undertake to form a comprehensive policy to combat violence against women, particularly domestic violence?
- Could the Government of Algeria please specify how it intends to address the severe discrimination and harassment of LGBT persons? How will the Government approach the religious, cultural and societal challenges to establishing equal rights for LGBT persons?

SWITZERLAND

- L'Algérie avait accepté la recommandation 129.21 adressée par la Suisse lors de son dernier Examen périodique universel en 2012 concernant la liberté d'expression. Cependant, de nombreux défis demeurent dans le domaine en Algérie. La loi no. 91-19 du 2 décembre 1991 impose un nombre de restrictions et a été utilisée afin d'interdire des manifestations pacifiques et persécuter des défenseurs des droits de l'homme. Quelles sont les mesures prises par l'Algérie afin de mettre en œuvre la recommandation 129.21 adressée par la Suisse ?
- L'Algérie avait accepté la recommandation 129.25 adressée par la Suisse lors de son dernier Examen périodique universel en 2012 concernant la liberté de religion. Cependant, l'ordonnance 0603 de 2006 ainsi que l'article 144bis du Code pénal sur le blasphème demeurent en vigueur et les minorités religieuses sont toujours discriminées dans de nombreux domaines. Quelles sont les mesures prises par l'Algérie afin de mettre en œuvre la recommandation 129.25 de la Suisse ?
- L'Algérie connaît un moratoire de fait sur l'application de la peine de mort depuis 1993. En tant que pays abolitionniste, la Suisse encourage l'Algérie à prendre les mesures nécessaires afin d'abolir la peine de mort. Quelles sont les mesures envisagées par l'Algérie en la matière ?

UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND

- Can the government of Algeria please confirm when the proposed law concerning Associations will be published?
- What plans does Algeria have to remove the limitations on NGOs working with, or receiving funding from, foreign-based organisations?
- What plans does Algeria have to adopt comprehensive asylum legislation, in line with its international undertakings under the 1951 Convention relating to the Status of Refugees and the 1954 Convention relating to the Status of Stateless Persons?
- How does the government of Algeria demonstrate that conditions in detention facilities are maintained in accordance with Algeria's obligations as a signatory to the UN Convention Against Torture?
- What plans does the government of Algeria have to remove existing restrictions placed on religious freedom by domestic law?